

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>FRANCE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Secrétariat d'Etat à l'industrie Service des industries de communication et de service 3/5, rue Barbey de Jouy 75353 Paris 07 SP L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Moyens et prestations de cryptologie
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Arrêté fixant la liste des moyens et prestations de cryptologie dispensés de toute formalité préalable
6.	Teneur: Conformément à l'article 2 du projet de décret définissant les conditions dans lesquelles sont souscrites les déclarations et accordées les autorisations concernant les moyens et prestations de cryptologie, les dispositions du texte ont pour but d'arrêter la liste des moyens et prestations de cryptologie pour lesquels le régime déclaratif se substitue au régime d'autorisation, ainsi que les opérations (fourniture, utilisation, exportation, importation) pour lesquelles ils en sont dispensés.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Le texte est pris en application de l'article 28 de la Loi de réglementation des télécommunications du 29 décembre 1990, modifié par l'article 17 de la Loi de réglementation des télécommunications du 26 juillet 1996. Il complète le projet de décret définissant les conditions dans lesquelles sont souscrites les déclarations et accordées les autorisations concernant les moyens et prestations de cryptologie. Ses dispositions explicitent la mise en application des nouveaux régimes définis par la loi concernant les moyens et prestations de cryptologie.

8.	Documents pertinents: <ul style="list-style-type: none">- Projet de décret définissant les conditions dans lesquelles sont souscrites les déclarations et accordées les autorisations concernant les moyens et prestations de cryptologie- Article 28 de la Loi de réglementation des télécommunications du 29 décembre 1990- Article 17 de la Loi de réglementation des télécommunications du 26 juillet 1996
9.	<div>Date projetée pour l'adoption: Date projetée pour l'entrée en vigueur:</div> <div>} Courant 1er semestre 1998</div>
10.	Date limite pour la présentation des observations: 25 janvier 1998
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme: CINORTECH Mme VAQUIER (AFNOR) Tour Europe 92049 Paris La Défense